
MARQUÈZE. Le colloque, qui a débuté hier et se poursuit aujourd'hui, à l'écomusée réunit des chercheurs de toute la France, dont Francis Dupuy, un fin connaisseur du massif landais

Forêt : la cinglante mise au point d'un ethnologue



Francis Dupuy : « Ce que nous avons à reconstruire ici, ce n'est pas uniquement une forêt, c'est un avenir. » (photo nicolas le lièvre)

« Sud Ouest ».

L'une de vos interventions au colloque de Marquèze consiste à restituer des paroles d'habitants recueillies un an après la tempête (2), lors des projections du film de Jakes Aymonino dans les Cercles. Quelle analyse en avez-vous tiré ?

Francis Dupuy. Mon rôle est avant tout celui d'un porte-parole dans ce colloque, non d'un analyste. Bien sûr, je vais apporter mon grain de sel. D'abord, ce que j'ai pu constater, et que j'avais déjà pressenti, c'est qu'un événement comme cette tempête entraîne une appropriation symbolique de la forêt par le collectif. Le grand paradoxe de ce département, indissociablement lié à la forêt qui en constitue « LE » paysage est là : la forêt est d'abord privée, à plus de 90 %. Elle appartient majoritairement à des gens qui n'y habitent pas, alors que ceux qui y vivent ne la possèdent pas. Avec un événement comme Klaus, ce hiatus tombe. Dès que la forêt est par terre, tout le monde est concerné. Mais dans le même temps, je pense aussi que cette tempête, une fois passée, a contribué à creuser davantage le fossé entre les propriétaires forestiers et la population. Cela est ressorti dans toutes les soirées que j'ai suivies : les personnes disent : « D'accord, on va nous refaire une forêt, mais laquelle ? »

Qu'entendez-vous par « ce fossé qui se creuse » entre propriétaires forestiers et population ?

Les gens se disent très désarmés par rapport au sort de cette région. Ils subissent. Ils ont subi la tempête et maintenant ils vont subir ce qui a succédé à cette tempête. Ils peuvent exprimer ce qu'ils souhaiteraient pour l'avenir de cette région, mais rappellent que la terre ne leur appartient pas : « Les propriétaires pourront faire ce qu'ils voudront. Nous, on n'a aucun pouvoir ».

S'agit-il de l'une des conséquences de Klaus ?

Cette problématique est récurrente dans l'histoire des Landes. Elle est issue d'un moment clé qui correspond à une dépossession : c'est le moment où l'on privatise la lande pour bâtir la forêt, au XIXe siècle, et qui débouche sur une société très clivée entre les possédants et les non-possédants.

Après cela, cette région a vu se succéder des projets d'aménagements, des mutations économiques, auxquels la population a été à chaque fois obligée de s'ajuster. Il y a d'abord eu la résine. Suite aux grands incendies des années 1940, changement de cap : fini la résine, place à la forêt papetière.

Que deviennent les gemmeurs, tous les travailleurs de la forêt ? On ne s'en occupe pas. Et puis, il a été décidé : « Le tout forêt n'est plus possible, il faut faire des grands champs de maïs. » Maintenant, une nouvelle mutation s'annonce : une forêt qui sera certainement, quand la logique du profit aura repris son cours, orientée vers le bois énergie.

Pourtant, certains déclarent que les sylviculteurs revendiquent depuis Klaus la notion de « patrimoine commun » pour désigner la forêt landaise.

..

C'est la version optimiste. Je ne suis pas tellement du côté de l'optimisme. La forêt est un patrimoine commun quand elle est à terre. Quand elle est debout, elle est l'affaire exclusive de quelques-uns. On retombe toujours là-dessus.

Que souhaitent les habitants que vous avez rencontrés ?

Il n'y a pas un souhait principal, mais une multitude. Il y a ceux qui disent « on n'y peut rien, on est soumis, cette forêt va se refaire une fois de plus sans nous ».

Il y en a d'autres qui ont des craintes par rapport à des projets pseudo-alternatifs comme le photovoltaïque, dont on entend beaucoup parler. Et il y en a qui pensent qu'il faut saisir l'occasion pour faire d'autres choix en matière forestière. Enfin, il a été dit et redit qu'une succession d'erreurs a été commise dans la conduite de ce massif.

Quelles sont ces erreurs ?

D'avoir éliminé les gens qui y travaillaient. D'avoir « artificialisé » encore plus cette forêt qui était déjà artificielle, en faisant pousser les pins très vite pour produire au maximum, en

imposant ces cultures en ligne qui ont accentué la prise au vent et ses dégâts. On a aussi éliminé tout ce qui était diversité dans les peuplements forestiers.

Alors, quelles solutions possibles ?

Je ne sais pas ce qui nous attend. Je vous ai dit ce que je craignais qu'il arrive. Peut-être que je me trompe. Reste à savoir si la prise de conscience collective en cours sera suivie d'effets. Car ce que nous avons à reconstruire ici, ce n'est pas uniquement une forêt, c'est un avenir. Si on ne le fait pas en commun, cela ne fonctionnera pas. Il faut prendre le temps de la réflexion. J'ai ainsi été très surpris par la rapidité avec laquelle la décision de conserver la vocation forestière en l'état a été prise. Je comprends l'urgence mais un cataclysme de la sorte doit être l'occasion de réfléchir et de ne pas confondre le remède et la précipitation.

Or, il n'y a eu aucune remise en question de la politique forestière menée jusque-là, de cette monoproduction. Il faut essayer de donner de la diversité, non pas simplement à la forêt, mais à l'économie de cette région.

(1) « Le pin de la discorde. Les rapports de métayage dans la Grande lande », éd. Maison des sciences de l'homme, 1996, 407 pages. (2) Francis Dupuy interviendra aujourd'hui pour introduire la partie du colloque consacrée au volet sciences humaines et sociales.

Auteur : propos recueillis par élisabeth artigue-cazcarra
e.cazcarra@sudouest.com

SUD OUEST | Samedi 06 Février 2010